

Confronter le rapport solidarités/territoires dans les années 1990 et aujourd'hui : le « lien social local » sur les « territoires » du Causse Méjan et de la Manche.

(CONFRONTING THE RELATIONSHIP BETWEEN SOLIDARITY AND TERRITORIES IN THE 1990S AND TODAY: THE "LOCAL SOCIAL LINK" IN THE "TERRITORIES" OF CAUSSE MÉJAN AND LA MANCHE)

Camille ROBERT-BOEUF* & Nicole MATHIEU**

RÉSUMÉ – Pour répondre à la question « quand les solidarités font territoire », cet article propose une double confrontation l'une intergénérationnelle et l'autre de deux territoires. Le premier, le Méjan des années 1980 jusqu'aux années 2000, où le « solidarisme » associé à une construction d'une identité par le territoire n'a pas réussi à construire un milieu solidaire et durable ; le deuxième, celui de la Manche étudié dans le cadre du projet européen RURALIZATION où nous tentons de mettre au jour les nouveaux moteurs ou piliers sur lesquels se construisent des milieux ruraux durables. À travers cette confrontation, nous avons relié les différences des relations entre solidarité et territoire à celles des types de crises qui marquent les périodes d'analyse. Pour ce faire, nous avons analysé dans un premier temps les problématiques, conceptualisations et dispositifs de recherche en se demandant jusqu'à quel point ils ont influencé les deux études de cas. Dans un deuxième temps, nous avons mis au jour des différences concrètes entre les « identités locales » et solidarités du Causse Méjan et de la Manche en proposant des pistes réflexives pour les expliquer afin d'apporter des éléments méthodologiques et épistémologiques à la géographie du lien social.

Mots-clés : Temps sociaux – Milieux ruraux – Solidarités – Territoires – Analyse comparative.

ABSTRACT – In order to answer the question "when solidarities make territory", this paper proposes a double confrontation, one intergenerational and the other of two territories. The first, the Méjan from the 1980s to the 2000s, where 'solidarism' associated with the construction of an identity through the territory has not succeeded in building a solidary and sustainable environment; the second, which the Manche studied within the framework of the European project RURALIZATION, where we are trying to bring to light the new levers or pillars on which sustainable rural

* Docteure en géographie, UMR 7533 LADYSS – Courriel : c.robertboeuf@outlook.com

** Directrice de recherche, UMR 7533, LADYSS, – Courriel : nicole.mathieu@univ-paris1.fr

environments are built. Through this confrontation, we have tried to link the differences in the relationships between solidarity and territory to the types of crises that characterise the two analysed periods. We first analysed the research issues, conceptualisations and disciplinary organisation (in particular the interdisciplinarity between sociology and geography), asking to what extent they influenced the two case studies. Then, we have brought to light concrete differences between the 'local identities' and solidarities of the Causse Méjan and the Manche region, proposing reflexive analyses to explain these differences in order to provide methodological and epistemological results to the geography of local social links.

Keywords: *Social times – Rural areas – Solidarity – Territories – Comparative analysis.*

Introduction

Comment ne pas réagir au défi épistémologique que nous ont lancé Geneviève Pierre, Bertrand Sajaloli et Franck Guérit en posant aux géographes la question : « Quand les solidarités font territoires » ? Elle nous oblige à situer la géographie que nous pratiquons dans son rapport théorique à ces deux concepts d'origine disciplinaire distincte : le « lien social » indissociable de celui de solidarité du côté de la sociologie et le « territoire » avec ses dérivés (pays, région, naturalité, spatialité, local, terrain, etc.) qui, lui, nous est propre. À cette première partie de l'intitulé du colloque d'Orléans s'ajoute la deuxième interrogation faite aux « géographies du lien social », déjà contenue dans le « Quand » précédent, mais renforcée par l'expression « à l'aune de la crise globale » et qui exige d'introduire la dimension temporelle du rapport solidarités/territoires renvoyant par là même aux concepts historiques de « moment », « tournant » « périodes » et bien sûr de « crises ».

Le texte que nous proposons tente de tenir ensemble ces deux défis lancés à la géographie, l'épistémologique et le temporel. La démarche imaginée pour y répondre est elle-même double et sur plusieurs plans.

1. L'aporie du solidarisme

À la question : la solidarité fait elle territoire ? - ou son inverse les territoires régénèrent-ils les liens sociaux ? - répondront deux chercheuses qui, bien qu'exerçant toutes deux leur métier dans l'UMR Ladyss appartiennent à deux générations aux cultures scientifiques largement distinctes du fait même du moment où elles ont fait leurs débuts dans la recherche.

1.1. Deux générations, deux cultures scientifiques

En lisant l'appel à communication, Nicole Mathieu, dont la carrière remonte aux années 1960, avec Plozévet comme premier « territoire », en a aussitôt compris l'importance théorique pour le « Développement de la Géographie » :

savoir se situer par rapport aux autres disciplines de sciences sociales pour instruire les énigmes des relations entre « dynamiques sociales et recompositions spatiales ». L'objectif était clair : il fallait « préciser en quoi les solidarités sont liées au développement local et en quoi elles contribuent à modeler des territoires spécifiques ». Or, n'était-ce pas exactement l'axe qui avait orienté son travail de recherche des années 1970 jusqu'à aujourd'hui ? De là son étonnement à la lecture de cette phrase : « *Or, si la notion d'égalité a été abordée par les géographes [Estèbe 2015] celle de solidarité reste peu explorée [Dragan 2016, Bioteau 2018] à la fois en termes de réseaux d'acteurs et de spatialités* ».

Associé aux concepts « géographiques » de « local », de « pays », et de « territoire », le concept de « solidarité » a en effet été intégré dans les sphères politique et scientifique des années 1950 aux années 1990 dans la mesure où il était consubstantiel de celui de « développement local » qui irrigua la recherche durant toute cette période. C'est en participant à cette réflexion générale que Nicole Mathieu forgea une théorie du rapport solidarité/territoire fondée sur l'observation continue du changement de la « société méjanaise » [Mathieu 1989, 1995, 2009]. Elle proposa même le terme de « solidarisme » pour désigner cette idéologie, voire cette utopie qui fut à l'origine de la nouvelle identité spatiale du Méjan. La construction de territoires par le solidaire comme d'ailleurs la destruction de cette construction par la désolidarisation, l'instruction de l'exclusion sociale par la spatialité, la constitution d'une société d'individus et de familles déconnectées reconstituant des solidarités de classe (les « têtes hautes ») qui ne peuvent plus être identifiées comme des « sociétés locales », voilà ce qui explique pourquoi le slogan « faire société » fait florès aujourd'hui. Dans cette recherche d'étude de cas (de monographie locale) la posture épistémologique était donc clairement d'appréhender une société locale en articulant la caractérisation du lien social qu'elle construit à la configuration « territoriale » des milieux sur laquelle elle agit. Et pourtant elle ne fit pas école. Le pourquoi de cette absence mérite d'être analysé : est-ce une question de génération ou de temporalité des objets de recherche ?

À l'idée de répondre aux interrogations de l'appel à communication par un dialogue épistémologique entre sa « jeune » génération et celle de son aînée, Camille Robert-Boeuf, recrutée au Ladyss pour réaliser son post-doctorat dans le cadre du Projet européen Ruralization, a aussitôt désiré s'engager dans le double défi évoqué plus haut. En effet, dans sa thèse de géographie effectuée à l'UMR Lavue qui visait la comparaison des pratiques de jardinage en France et en Russie, elle avait rencontré et travaillé la problématique des « rapports sociaux au territoire » [Robert-Bœuf 2019]. En adoptant une orientation ethnologique forte, elle avait engagé une réflexion sur les liens de solidarité que construisent les jardins à l'échelle micro-locale (cellule familiale), locale et régionale. En outre, elle a analysé les relations qui se cristallisent entre lien social et rapport au lieu, puisque le jardin est un espace qui produit une relation

concrète et physique à la pleine terre et à la nature pour des populations réclamant une forme de droit à la ville (associé à un droit à la terre et à la nature). Attachée à la question du rapport solidarité/territoire, elle l'est aussi par celle de sa relation aux crises. Elle a montré la capacité des jardins à répondre aux crises socio-économiques en contexte métropolitain, notamment dans le contexte russe où la question des crises est encore aujourd'hui d'une actualité frappante. De fait, les jardins russes occupent encore une place centrale dans les logiques de solidarité et d'approvisionnement alimentaire. Pour Camille Robert-Boeuf, suivre le développement ou au contraire le rétrécissement des réseaux solidaires entre ville et campagne en temps de crises est devenu un axe important de recherche [Robert-Boeuf 2020, 2021]. Son intégration dans l'équipe CNRS-Ladyss dans une recherche collective sur une problématique « rurale » lui donne certes l'opportunité d'élargir ses « territoires » d'observation jusqu'à présent plutôt « urbains » et « métropolitains » à ceux d'un département, la Manche, où les rapports villes/campagnes laissent encore une place importante aux milieux agricoles et ruraux ainsi qu'aux microsociétés locales. Mais lui permettra-t-elle de poursuivre et d'approfondir cette « géographie du lien social à l'aune de la crise globale » ?

1.2. Un dialogue épistémologique intergénérationnel

Ainsi le projet européen Ruralization est le lien qui rend les deux auteurs solidaires. C'est cette tâche commune dont émerge l'idée d'une réponse dialogique aux interrogations aujourd'hui si critiques : « Les solidarités font-elles des territoires et quand ? », « Quelles géographies en temps de crise se soucient du lien social, et de quel type ? » Elle donne l'opportunité d'établir un retour réflexif partagé sur des expériences effectuées dans deux périodes de recherche et sur des terrains distincts avec pour objectif conjoint : repérer à quoi tiennent les différences aussi bien que d'éventuels invariants dans la conception et les situations analysées. En somme il s'agit de créer un dialogue épistémologique entre générations de géographes autour des concepts de solidarité, de territoire et de crise.

Le dialogue comparatif de terrains et de temps de recherche a commencé par cette étonnante contradiction : pourquoi, alors que le concept de solidarité voire de solidarisme avait été central dans la construction du « territoire » (rural) du Causse Méjan, n'était-il pour ainsi dire pas présent pour instruire celui de « régénération rurale » fondamental dans les terrains manchois ? C'est autour de cette interrogation que le plan de cet article s'est construit. Tout d'abord le retour d'expérience prend comme axe comparatif les problématiques, conceptualisations et dispositifs de recherche qui caractérisent les deux temps de recherche en se demandant jusqu'à quel point ils les ont

influencés : dans le cas du Méjan les programmes interdisciplinaires de recherche du CNRS, dans celui en cours un programme européen H2020.

Puis la question comparative porte sur ce qui fait différence réelle, concrète, entre ces deux « identités locales » analysées : sont-elles locales et pas seulement localisées ? Comment s’y caractérise le lien social au-delà de la mécanique et de l’organique ? Quel est le rapport des individus, des familles, des collectifs et associatifs à la réalité des actions territoriales dans les nouveaux découpages issus de la réforme territoriale ? À quelles formes précises de crises gens et lieux doivent-ils faire face ? Y a-t-il émergence d’un nouveau lien social passant par la conscience d’une responsabilité individuelle, familiale et collective sur les lieux de vie, un lien social « local » « socio-écossystémique » ?

Enfin dans la conclusion est dressé un bilan de cette confrontation d’un point de vue général et/ou transversal, en espérant avoir contribué aux plans épistémologique et méthodologique à une géographie du lien social que certains appellent « solidarité écologique » [Mathevet et al. 2010] et que nous nommons « lien social local » (ou géographie tout court des liens sociaux) parce qu’elle tente de relier rapport physique aux lieux (à la naturalité, à la « terre » du territoire) et rapport aux autres dans une trajectoire effective vers des modes d’habiter durables.

2. Confronter les temps et modes d’organisation des deux programmes de recherche

Pour comprendre pourquoi la mobilisation du concept de solidarité dans ses relations avec ceux de territoire et de crise est différente dans les terrains manchois et caussenard, il s’agit de revenir à la ligne organisationnelle et problématique des programmes de recherche dans lesquels ils s’insèrent ou ont été engagés.

2.1. Les années 70-90 : articuler les concepts identité territoriale, solidarité et société locale pour comprendre la résistance aux crises de la ruralité

En utilisant les mots des années 1980, le Causse Méjan est un des « espaces géographiques » ou « identités spatiales » nommé « Causse/Cévennes » que le programme CNRS PIREN a retenu et légitimé comme un « Observatoire du changement écologique économique et social ». Programme interdisciplinaire de recherche sur l’environnement il fait donc appel à un grand nombre de disciplines¹ entre « Sciences de la nature » et « sciences de la société » [Jollivet 1993] liées par le concept central de « gestion des milieux ». Du fait de la

¹ Ainsi qu’un grand nombre d’institutions universitaires et de recherche (Labos et équipes de recherche d’université, Groupes de recherche du CNRS et de l’INRA, etc.) implantées dans plusieurs villes et régions françaises.

définition territoriale du terme d'Observatoire, la géographie y est déjà en « bonne » place d'autant que, impliquée par le concept de « milieux » [Mathieu 1993], elle est présente avec ses deux branches, la physique (principalement géomorphologie et biogéographie) et l'humaine (géographie rurale, géographie et interdisciplinarité interne et externe, épistémologie de la géographie). Sous la houlette de Marcel Jollivet, chaque chercheur, quelle que soit sa discipline, contribue à la construction collective du schéma systémique qui lie les disciplines théoriquement entre elles autour d'un problème reconnu critique et dont la solution forme l'horizon commun de toutes les recherches. Une organisation du travail qui conjugue sans les opposer les principes de division et de collaboration. Une recherche orientée, dans le long terme, vers la mise en relation de tous les savoirs, les savants et les profanes, ceux d'avant et ceux qu'il faut créer, ceux sur les temps passés et présents pour explorer les futurs.

Cette injonction à une pratique « élargie » de la recherche interdisciplinaire a eu, chez Nicole Mathieu, un effet épistémologique incontestable : reconsidérer cette géographie des « pays de faible densité » mise en œuvre au sein de l'équipe rurale du Laboratoire de géographie humaine (CNRS LA 142) en interaction avec les géographes de la RCP CNRS² de Bernard Kayser, les sociologues du GRS de Nanterre et les chercheurs pluridisciplinaires de la SEGESA³ [Mathieu & Duboscq 1985]. Il était nécessaire d'approfondir et/ou de repenser tout concept susceptible de relier au sens fort les sciences sociales du local entre elles. Il fallait surtout en imaginer voire en inventer de nouveaux pour construire cette difficile articulation entre le social (qu'on nomme aujourd'hui sociétal) et l'écologique (les dits écosystèmes, agrosystèmes, etc.), autrement dit des concepts de « l'entre », instruisant les interrelations « hommes/milieux » et/ou « sociétés/natures » localisées et en perpétuelle évolution.

Le retour réflexif sur cette expérience de recherche dévoile un certain parallélisme avec la formulation conceptuelle de l'introduction de ce numéro du BAGF. Mais l'ordre de la conceptualisation n'est pas tout à fait le même. En effet, l'exploration du « territoire » Causse Méjan, provisoirement défini comme un espace géographique, s'est d'abord attachée au concept éminemment temporel de « crise » non encore assorti du qualificatif de « global », mais plutôt de celui de « multi » - crises chargé de tendances contradictoires. Le plateau calcaire du Méjan où avait été tourné en 1961 *les Inconnus de la terre* de Mario Ruspoli, paraissait exemplaire pour observer la relation entre d'une part, une crise liant le social, l'économique et le culturel que l'on avait tendance à réduire à une crise démographique avec ses qualificatifs de « fin des paysans », « exode rural » et « déclin », et, d'autre

² Groupe de Recherche coordonnée sur les Processus d'Urbanisation CNRS

³ Société d'Études Géographiques, Économiques et Sociologiques appliquées dirigée par l'agronome Jean-Claude Bontron.

part, une crise émergente qualifiée à l'époque d'« environnementale » dont les dimensions tendaient à se multiplier en milieu rural : érosion de la biodiversité, fermeture des paysages et embroussaillage, érosion des sols et pollutions des eaux, etc. (la relation avec le changement climatique n'étant pas encore importante). Un premier principe méthodologique en a découlé : historiciser dans sa complexité systémique l'objet géographique.

Bien qu'étant sensible à la superbe typicité de ce paysage « menacé » à l'époque par l'extension de la forêt et par l'embroussaillage – *La brousse et le berger* [Cohen 2003] – attribué à l'évolution des pratiques des éleveurs, la géographe Nicole Mathieu entra directement dans la recherche par des questions de société : d'où vient cette résistance au déclin démographique d'un système de peuplement marqué par une faiblesse extrême de densité, un semis de villages et d'habitat éloignés les uns des autres et l'extension de la mise en valeur agricole ? Quelles personnes, quelles familles sont à l'origine de ce que Bernard Kayser appela en 1990 *La renaissance rurale* ? Ce qui implique d'interroger le maximum des 500 habitants du « territoire » (le plateau) pour savoir qui part : les femmes ? les jeunes ? Qui reste et pour exercer quelles activités : l'agriculture et l'élevage ? Les services ? La pluriactivité ? Mais aussi qui revient ou arrive : les retraités, les hippies ou néoruraux ? En somme, une entrée par le concept plutôt sociologique de « société » chargé (à l'époque) de ceux de « rapports sociaux », de « pouvoirs/systèmes de pouvoirs » et de celui encore vivant de « classes ».

Mais, sociologiser (voire ethnologiser) son objet a eu pour conséquence de renforcer la dimension géographique de sa conceptualisation. C'est en effet à ce stade que se sont imposés les deux concepts dont il fallait instruire le sens dans sa relation avec celui de société : le « local » (la société est ici « locale ») et le « territoire ». Et c'est aussi à ce stade qu'entra en scène celui de « solidarité » (et donc implicitement celui de lien social) jamais rencontré auparavant, mais qui émerge quand, en historienne N. Mathieu approfondit le rôle de l'association culturelle du Méjan dans la reconfiguration de cette société locale. Renouer les liens entre individus, familles et collectifs en crise en imaginant puis en tentant de créer une identité spatiale nouvelle limitée comme une île au seul plateau calcaire volontairement coupée de la territorialité administrative faisait surgir telle était la définition du concept de « solidarité ». C'est à partir de l'observation et l'analyse de cette étude de cas (ou monographie locale) qu'a été construit un schéma de fonctionnement des relations idéelles et réelles des sociétés à leurs territoires [Mathieu, 1995]. Mais ce système de relations s'inscrit dans le temps d'où le terme de « tensions » entre identité, innovation, solidarité pour qualifier la fondation de la « société méjanaise » tandis que l'évolution de ces tensions au fil du temps et l'évolution des crises a fait surgir le concept de « désolidarisation ».

À la question de départ : pourquoi la référence à cette « géographie du lien social » semble oubliée par celles et ceux qui la préconisent aujourd'hui la

réponse est elle-même questions : Est-ce parce qu'elle s'est forgée en interaction continue avec des chercheurs d'autres disciplines ou dit autrement « L'interdisciplinarité en géographie est-elle naturelle ou interdite ? » ; ou est-ce parce que chaque société locale est unique dans la relation qu'elle établit avec son territoire ?

2.2. En temps de Covid et de « crise globale » : insérer concepts et terrains français dans le système de recherche d'un Projet européen anglophone confrontant les ruralités de 12 pays

Repartons de la question qui est à l'origine de cet article : pourquoi sur nos terrains manchois n'avons-nous pas mobilisé le triptyque conceptuel *solidarité, territoire et crise* de la même manière que sur celui du causse Méjan ? Et faut-il attribuer ce constat à des différences dans la conception problématique et l'organisation de la recherche du Projet européen H2020 Ruralization ?⁴

Notons d'abord une ambition presque équivalente à celle du PIREN du point de vue du dispositif de chercheurs et d'équipes rassemblé. Son ampleur est d'abord liée à la diversité des cultures scientifiques et politiques nationales des pays européens parties prenantes : celles du « Nord » anglophone, dont la Finlande, l'Irlande et les Pays-Bas – ce dernier dirige le consortium - ; celles des ex-pays socialistes de l'Est, dont la Hongrie, la Pologne et la Roumanie ; celles des pays de la première Union européenne, la France, la Belgique, l'Allemagne et l'Italie. La langue anglaise qui les relie de fait permet-elle une « traduction » du « sens » des mots et des systèmes de pensée comme en un dictionnaire commun ? N'introduit-elle pas des formes implicites de domination voire d'exclusion ?

À cette pluralité s'ajoute celle des disciplines appelées à travailler ensemble – géographie, sociologie, économie, sciences politiques et de l'aménagement du territoire – donc une interdisciplinarité certes limitée aux sciences sociales, mais qui, par rapport au PIREN, a le mérite d'être « élargie » à des associations et ONG comme *Terres de liens* dont l'action (les actes, les pratiques) répond directement à certains objectifs du projet : installation d'agriculteurs et de « nouveaux arrivants » (*new entrants, newcomers*) par l'introduction dans la PAC d'une politique de l'accès à la terre (*access to land*) de petites exploitations (*small farms*). Enfin dernière quasi-similitude : comme dans l'Observatoire Causses/Cévennes la question du « changement » (*trends*) et donc la perspective temporelle et politique d'un futur soutenable, tire la problématique du projet européen. En témoignent son titre processuel « Ruralisation » et le concept « *Rural regeneration* » qui en est théoriquement la question centrale à instruire en commun. Similitudes qui n'excluent pas de

⁴ Remarquons la différence entre le terme de projet – qui a envahi tous les systèmes de recherche européens [Kovach et al. 2009] et celui de programme.

fortes différences qu'il a fallu affronter et résoudre pour que les apports ne se limitent pas à des résultats acceptés par la direction européenne de l'UE, mais plutôt qu'ils consolident et développent les recherches du Ladyss sur la ruralité et les rapports villes/campagnes, au fil du temps, face aux enjeux soulevés par les crises et au filtre de concepts revalidés ou refondés.

Commençons d'abord par la différence d'organisation des relations entre équipes de recherche et chantiers thématiques (*Work Packages*). Le projet européen relève de ce modèle organisationnel maintenant bien connu – calendrier, WP, livrables – qui domine progressivement notre système de recherche. Tout en se prétendant interdisciplinaire, la division du travail qui le caractérise - en silos strictement normés⁵ - ne favorise guère la construction dialogique d'une problématisation et d'un cadre conceptuel partagés. Le temps manque pour prendre connaissance des points de vue et positions théoriques des disciplines et des chercheurs engagés dans le projet ceci jusqu'à la co-construction du système de relations nécessaires pour rendre la démarche d'ensemble à la fois heuristique et utile aux politiques européennes visées. La crise sanitaire et le nombre d'heures passées en télétravail et en réunions Zoom n'ont pas aidé à surmonter ces difficultés de s'articuler aux autres. À la sortie du confinement en novembre 2021, il a suffi de trois journées de travail organisées par l'équipe hongroise à Budapest pour que les relations entre équipes nationales, entre jeunes et habitués des projets européens, fassent un bond qualitatif incontestable vers une meilleure compréhension et appropriation des complémentarités et du commun.

Ce modèle d'organisation a aussi pesé sur le cadre conceptuel qui était proposé. Au point de départ du projet, son intitulé provocateur « Ruralisation » et l'expression de « Régénération » ont incontestablement stimulé notre désir de recherche en « rural ». Il donnait, à Nicole Mathieu, l'occasion de prolonger l'histoire des relations villes/campagnes en réactualisant sa critique du terme processuel « d'urbanisation » par la confrontation au sens que pouvait prendre celui de « ruralisation » à l'aube de la deuxième décennie du XXI^e siècle [Mathieu, 2017]. C'était aussi une opportunité pour étendre la compréhension des ruralités et des modes d'habiter en Europe engagée dès les années 1990 [Mathieu 1996] et poursuivie dans le projet RURBAN [Mathieu et de Lafond 2006]. Quant à Camille Robert-Boeuf à qui fut confiée la charge de rédiger le chapitre sur la France dans le livrable piloté par Imre Kovach qui visait la comparaison des définitions du rural ainsi que des tendances d'évolution de la démographie agricole et rurale, elle s'engagea résolument dans l'actualisation des connaissances sur le sujet [Robert-Boeuf et al. 2020]. Ce faisant il fallait bien constater l'usage polysémique de cette double expression qui, en l'absence de définition proposée ou discutée entre toutes les composantes du projet, n'était

⁵ WP3 Méthodologie WP4 Les jeunes et les tendances WP5 Expériences prometteuses WP6 Accès à la terre WP7 Recommandations politiques.

qu'un horizon qu'il faudrait expliciter dans ses différences au terme de toutes les recherches. Ainsi alors que le projet mettait l'accent sur le caractère démographique de la crise – en particulier la forte diminution du nombre des exploitations agricoles et des installations – « régénération » renvoyait à « déclin » et à l'arrivée de « nouvelles générations » (jeunes agriculteurs et « nouveaux arrivants » choisissant d'habiter le milieu rural), les travaux de l'Association des « ruralistes français » avaient montré dès le début des années 1970 le double renversement démographique et culturel⁶ en faveur du milieu rural. Certains, croisant la sociologie et la géographie, le nommaient « Renaissance » [Kayser 1990], d'autres reprenaient l'expression d'origine britannique *counterurbanisation*.

Instruire ce concept à l'aune du « temps présent » et des multi-crisis qui s'aggravaient était d'autant plus intéressant que le projet orientait vers une catégorie sociale importante à réétudier⁷ : les « jeunes ruraux », à inscrire dans la problématique d'un éventuel apport des « nouvelles générations » à l'énigmatique concept de « régénération ». Cependant, ce cadre conceptuel est très éloigné de celui forgé sur l'Observatoire du Méjan pour appréhender le rapport entre « changements » et « gestion des milieux ». Parmi tous les concepts proposés par l'équipe irlandaise chargée de la méthodologie à appliquer par toutes les équipes ne figurait aucun de ceux déployés dans la cause : ni ceux renvoyant à la question sociale (donc ni solidarité, ni lien social, ni individus, familles, classes et mouvements associatifs ...), ni ceux liant les sociétés à leurs lieux de vie (milieu rural et/ou urbain, développement local, société locale et celui mis à l'épreuve face à celui de « développement durable » : le « mode d'habiter »). En revanche les « *Conceptual Guidelines* » énuméraient une série de concepts rencontrés dans la littérature anglophone dominée par ceux – classiques – d'innovation, de capital et celui – récent – de résilience, dont l'ascension est fulgurante pour lier dérèglement du climat et crises sociales. Faut-il attribuer cette différence à la langue de travail et d'échange ? L'absence de ces concepts majeurs pour les géographes français : territoire, identité spatiale, rapport sociétés/territoires voire « géographie du lien social » est-elle due à leur absence dans la langue anglaise ? Vient-elle de la différence de conception de ce qui y est désignée « *case study* » et ce que nous mettons sous le terme de « société locale » appréhendée par la méthode des monographies de villages, de quartiers, de communes et donc d'identités socio-spatiales ? Est-ce enfin une spécificité de la recherche européenne qui, pour comparer des objets comparables, se réfère le plus souvent aux unités territoriales de son système statistique ?

⁶ Nous ne citerons pas toute l'abondante littérature sur le sujet, mais à titre d'exemple nous pouvons nous référer aux travaux d'Hervieu et Léger [Hervieu & Léger 1979 ; 1980].

⁷ Les travaux sur les jeunes ruraux sont assez rares et surtout cycliques [Galand & Lambert 1993 ; Lafont de & Mathieu 2003 ; Coquard 2019].

Dans ces conditions-là, on comprend que le projet tel qu'il est construit n'implique ni les concepts ni la problématique de la relation entre solidarités, territoires et crises. Cependant, cette problématique n'a pas cessé d'être présente dans les recherches et en interrogation sous-jacente de notre travail. Ainsi, en faisant un pas de côté, nous souhaitons restituer ici les enseignements que nous pouvons tirer d'une recherche encore en cours.

3. Solidarités/territoires : une relation incertaine à suivre au fil des temps et des spécificités locales : échanges de points de vue sur les terrains manchois

3.1. La difficile définition de territoires

Dès le lancement du projet européen et avant même que l'équipe responsable de la méthodologie commune n'ait commencé à travailler, Viviane de Lafond et Nicole Mathieu, qui avaient participé à sa rédaction, déclarèrent solennellement que, tout en suivant strictement les directives qui seraient données aux équipes, l'équipe CNRS, parce qu'elle en avait déjà expérimenté la valeur heuristique, interrogerait la « ruralité » et les « promesses » de « régénération rurale » en intégrant les concepts de « territoires » de « sociétés locales », de « crises » et de « développement local ». Ce qui fut accepté. Mais, comme pour l'Observatoire du Méjan, une question se posait : de quelle définition voire délimitation du territoire et du local partir (territoire vécu et/ou perçu ? Conçu, objectivé, construit et alors par qui ?). Sur ce point les instructions du projet ne poussaient pas à en approfondir le sens : quel « territoire pertinent » pour qui et pour quel objectif ? La première « identité spatiale » proposée était la plus petite unité territoriale de l'UE : la NUTS 3. À ce niveau la distinction entre « identités spatiales » ne reposait que sur le rapport statistique et démographique différenciant les régions à dominante rurale, urbaine ou intermédiaire (*predominantly rural region, intermediate region ; predominantly urban region*).

Dans un premier temps, le choix de la Manche comme département à dominante rurale conformément à la demande de localisation du projet ne posa pas de problème. Littoral sur trois de ses côtés, avec une agriculture et un élevage marquant fortement les surfaces et les paysages, héritier d'une organisation territoriale fondée par la Constituante et encore relativement conservée, un tissu de territoires mettant en réseau relativement proche villes, petites villes, bourgs, communes rurales et villages, ce département constituait une base intéressante pour réinterroger les relations entre les mondes agricoles, ruraux et urbains ainsi que les réactions des acteurs politiques et des habitants aux enjeux et aux crises de cette deuxième décennie du XXI^e siècle [Mathieu & Madeline 2020]. Des événements « qu'on n'avait jamais vus », inattendus, spectaculaires, préfigurant les « événements extrêmes », liés au dérèglement

climatique s'y observaient : recul du trait de côte, augmentation irrégulière, hors saison et excessive, des températures et de la pluviométrie... S'y est ajoutée la crise sanitaire Covid avec ses périodes de confinement/déconfinement, perturbateur social sévère à l'échelle des individus, des familles et des groupes sociaux. Pourtant, la Manche n'était qu'un socle de réflexion et non le territoire dans lequel nous pouvions approfondir la question de la régénération rurale et a fortiori celle de l'articulation entre solidarité et territoire.

3.2. Que peut-on lire du rapport solidarité/territoire dans les terrains manchois ?

L'enquête sur les jeunes ainsi que les deux études de cas appelés « cas prometteurs » (*promising practices*) [Lafond et al. 2021, Mathieu 2021] a été inscrite dans le cadre de deux communautés de communes de la Manche. Ces deux communautés de communes se sont donné des noms géographiques pour signer leur identité à la fois maritime et terrienne : l'une (Granville Terre et Mer) est marquée par Granville, un port avec un littoral urbanisé et une activité importante de conchyliculture ; l'autre (Coutances Mer et Bocage) s'organise autour de Coutances, ville d'évêché, qui joue un rôle central sur le bocage et le littoral. Ce choix permet d'interroger *a posteriori* la manière dont les institutions font territoire : est-ce autour du « lien social » ? Autour de la question de la lutte contre les crises ? Et quels liens font-elles entre territoire administré, solidarité et crise ? Les enquêtes menées ne nous autorisent ici qu'à en rester à des hypothèses. La réforme territoriale (Loi NOTRe 2015), ne semble pas favoriser jusqu'à présent le « faire territoire », et donc le « faire société », au sein de ces nouvelles entités administratives. Leur légitimité se heurte d'abord à l'attachement des populations aux anciens découpages administratifs – la commune et le canton – avec leur système de peuplement qu'elles reconnaissent toujours par le nom des lieux difficiles à effacer, même dans celui des « communes nouvelles ». Ensuite, elles répondent à des problèmes à court terme sans stratégie commune de territoire, notamment à cause de leur dépendance aux financements par « appel à projet ».

Le deuxième exemple qui permet de réfléchir à la relation territoire, solidarité et crise est le travail sur la Mission Locale (ML) du bassin granvillais. Cette structure associative sous la tutelle du ministère du travail et de l'emploi est issue du rapport Schwartz en 1981 validé par Michel Rocard comme la politique phare du développement local. Les Missions locales sont conçues comme des outils pour l'insertion des jeunes et donc pour lutter contre leur exclusion. Cependant, qu'est devenu ce « local » de Mission Locale dans leur action aujourd'hui ? Poussées par les notions de solidarité et de lien social, que font-elles de celle de territoire ? Sur ce sujet, l'enquête approfondie en cours permet déjà de montrer l'émergence d'une conception nouvelle du

rapport insertion/territoire. C'est à travers un réseau de personnes investies localement sur la question des jeunes que pourrait se construire un « territoire solidaire ». De plus, l'interrogation sur le rôle du territoire dans la stratégie des jeunes pour réaliser leurs rêves de lieu de vie⁸ a intéressé la ML dans sa recherche de proposer une définition actuelle et durable de ce qu'est le « territoire » dans ses missions.

C'est aussi les enquêtes sur les jeunes manchois qui fournissent des éléments sur les relations entre solidarité et territoire. En effet, elles montrent un renforcement de l'individualisation des jeunes générations et une incapacité des structures collectives traditionnelles à produire un récit cohérent qui favorise l'action. Ici, leur individualisation ne veut cependant pas dire forcément un essor de l'individualisme : les jeunes rencontrés affirment plus volontiers une individualité dans leurs aspirations, parcours, et pratiques par rapport au reste de la population locale. Cette affirmation en tant qu'individu induit souvent un meilleur accueil des personnes venues d'ailleurs (appelés horsains) et des projets innovants, mais aussi une forme d'ouverture et de bienveillance qui produit des discours peu militants et conflictuels. La création de réseaux d'acteurs multi-profils et multi-origines rejoint cette tendance et offre les prémisses d'un réseau efficace pour répondre aux nouveaux enjeux du développement local. Elle est renforcée par la manière dont les jeunes Manchois interrogés perçoivent leur engagement : ils n'ont pas un discours très politisé et engagé face aux enjeux sociaux et environnementaux actuels, mais souhaitent, pour une large part, avoir un emploi porteur de sens et qui correspond à un mode d'habiter et à des valeurs revendiquées (bienveillance, utilité sociale, capacité de garder un équilibre avec la vie privée...). La connaissance de ces sensibilités des jeunes se traduit par des modes d'action informels qui se cristallisent autour de structures institutionnelles locales et qui concentrent des acteurs de différents secteurs (secteur social, économique, culturel...) et de différents statuts (institutions publiques, élus politiques, acteurs privés, acteurs associatifs).

L'expérience prometteuse du Campus Métiers Nature de Coutances⁹ apporte aussi à la réflexion sur le rapport solidarité/territoire une entrée par la société locale. Le canton de Gavray alors inclus dans le pays coutançais, découpage territorial qui avait précédé celui de la réforme de 2015 était depuis 1990 un terrain d'observation continu de l'observation de l'évolution des rapports rural-urbain [Mathieu & Robert 1998]. Sans le concours d'une équipe interdisciplinaire, la problématique était parallèle à celle du Méjan, que l'on peut rattacher à la

⁸ Voir les enquêtes réalisées dans le cadre du WP4 sur les rêves des jeunes (*dreams of youth*) dans lesquels un questionnaire donnait une nomenclature grossière des lieux de vie désirés (Ville centre, Proche périphérie de centre urbain, Banlieue, Zone rurale en proximité de ville, Village rural, Zone rurale isolée).

⁹ Qui rassemble sur un large territoire agricole jouxtant le centre de la ville : Lycée agricole, CFPPA, CFA, 2 exploitations agricoles bio (1 en élevage polyculture, 1 horticole et paysagère).

« géographie du lien social ». Malgré un système de peuplement plus favorable à la mise en relation des habitants de ce territoire, et inversement au Méjan, la société locale était « modérée » dans sa vision d'avenir, peu ouverte aux horsains, se définissant encore par les liens familiaux et une relation forte aux lieux dits de leur naissance ; une société de proximité adoptant de façon « raisonnée » les innovations et une stratégie prudente pour résoudre les problèmes. Ce que nous qualifions comme une convivialité sans véritable réveil de « l'esprit des lieux » et sans volonté de construire une nouvelle « identité locale » et/ou une nouvelle organisation territoriale des liens sociaux. Par ailleurs, se dessinait déjà la coupure agriculteurs et ruraux et d'une façon générale peu de sensibilité aux problèmes d'environnement. Par contre, nous avons observé déjà des formes de résistances à d'éventuelles crises sociales par une pratique de l'autoconsommation (le potager) ou de la consommation locale et une pratique de protection, à l'intérieur de la famille, des jeunes jusqu'à ce qu'ils trouvent du travail.

Le projet Ruralization a permis de tester l'hypothèse que cette société locale peu entreprenante était dans un moment de tournant, à la fois social et écologique. Il a montré que l'éducation à la nature a une influence sur les jeunes agriculteurs qu'ils soient successeurs ou nouveaux arrivants, influence renforcée par la conscience du lien local entre production et consommation. De fait, on observe une accentuation des valeurs autour d'une éthique sur l'alimentation durable, valorisant des produits sains, soutenables et des innovations qui créent des outils faisant le lien concret et construit entre agriculteurs et habitants. Ce tournant social se manifeste d'abord par une plus grande hospitalité et l'accueil de nouveaux arrivants et également par une recomposition sociale entre une minorité de ruraux, urbains et agriculteurs autour de valeur du développement durable dont il faut surmonter ensemble les enjeux contradictoires. Cependant, ce n'est peut-être qu'un frémissement, car on observe aussi l'accentuation de la séparation entre les agriculteurs et non-agriculteurs. Le processus de « solidarisation » embryonnaire susceptible de renouer les liens sociaux et de construire des territoires solidaires reste encore à interroger.

Le rapport social au territoire semble être mouvant et en complète recomposition, puisque la société offre des solidarités individualisées et micro-locales en devenir (c'est-à-dire s'établissant au sein de petits collectifs, souvent informels). Face aux crises, ce lien social au territoire est donc plus qu'incertain.

Conclusion

De cette tentative de confrontation intergénérationnelle et inter-terrains, tirons quelques pistes conclusives.

Revisiter les concepts dans chaque temps de la recherche et les mettre à l'épreuve des objets géographiques que l'on instruit est une démarche indispensable : les deux termes de solidarité et de territoire étudiés à 30 ans de distance montrent bien à quel point ils ont changé de sens au fil du temps.

Pour imaginer le futur et répondre aux nombreux défis qui attendent nos sociétés (défi écologique, social, géopolitique...), il est essentiel de concevoir de concert les liens aux lieux et les liens aux autres. Les modes d'habiter durables (ou non) seront-ils pensés autour d'un lieu lié à l'individu ou à la famille (échelle micro-locale et individuelle) ou en un ensemble de lieux communs à plusieurs populations (échelle collective) ? Ces modes d'habiter seront-ils structurés autour d'un « commun restreint », conçu comme un repli ou refuge réservé à un groupe social spécifique ? Ou inversement se cristalliseront-ils autour d'un commun ouvert et hospitalier ? Pour envisager le lien social en comprenant les relations concrètes et physiques entre individus, groupes sociaux et territoire, il faudrait réfléchir aux formes « d'acclimatation » qui émergent, ce concept offrant une dimension plus géographique que celui d'adaptation et permettant plus particulièrement de questionner les modes d'habiter et la solidarité par rapport au dérèglement climatique. Ainsi, l'adaptation des sociétés locales serait plutôt une acclimatation de celles-ci, car l'acclimatation se fonde sur un territoire concret et se construit grâce à de multiples expérimentations (à la manière des jardins botaniques). Ces expérimentations, souvent informelles et en réseaux, se développent à l'échelle des individus et des groupes sociaux, permettant d'articuler démarches individuelles et démarches collectives. Au vu de nos enquêtes, le territoire de la Manche, et notamment les exemples de la Mission Locale du bassin Granvillais et du Campus Métiers Nature de Coutances, dessinent des possibilités d'acclimatation, tout l'enjeu est alors de savoir si ces acclimations se révéleront efficaces et de quelles manières elles se maintiendront et/ou se développeront.

Enfin, si le défi scientifique est de révéler les différentes dimensions des relations entre solidarité et territoire avec toujours pour horizon l'inconnu, il ne s'agit pas de s'isoler en pensant que la géographie peut à elle seule être « sociale », « culturelle », etc., mais toujours confronter l'approche géographique avec les autres disciplines afin de mener l'interdisciplinarité plus loin encore que ne le fait le capital scientifique déjà acquis [Froderman 2013].

Éléments de bibliographie

- BIOTEAU, E. (2018) – *Économie sociale et solidaire. Communautés, solidarités, Contribution à une géographie des solidarités*, Habilitation à Diriger des recherches, université d'Angers.
- COHEN, M. (Éd.) (2003) – *La brousse et le berger : Une approche interdisciplinaire de l'embroussaillage des parcours*, Paris, CNRS Éditions, 376 p (mis en ligne en 2020).

-
- COQUARD, B. (2019) – *Ceux qui restent*, Paris, La Découverte, 216 p.
- DRAGAN, A. (2016) – *Dynamiques spatiales, politiques, économiques et sociales de l'ESS en Roumanie*, Thèse de doctorat de l'université d'Angers.
- ESTEBE, P. (2015) – *L'égalité des territoires, une passion française*, Paris, Presses Universitaires de France, coll. La ville en débat, 96 p.
- FRODEMAN, R. (2013) – *Sustainable Knowledge: A Theory of Interdisciplinarity*, Londres, Springer / Palgrave-McMillan, 127 p.
- GALLAND, G. & LAMBERT, Y. (1993) – *Les jeunes ruraux*, Paris, L'Harmattan, Coll. Alternatives rurales, 256 p.
- GAMBINO, M. (2008) – *Vivre dans les espaces ruraux de faible densité de population : pratiques et représentations des jeunes dans le Périgord Vert (France) et le Rural Galway (Irlande)* », Thèse soutenue à l'Université de Toulouse.
- HERVIEU, B. & HERVIEU-LÉGER, D. (1979) – *Le Retour à la nature : au fond de la forêt... l'État*, Paris, Éditions du Seuil, 240 p.
- HERVIEU, B. & LÉGER D. (1980) – « Recours à la ruralité et crise », in : *Économie rurale*, vol. 140, n° 1, pp. 16-20, https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1980_num_140_1_2743.
- JOLLIVET M., dir. (1993) – *Sciences de la nature Sciences de la société : les passeurs de frontière*, Paris, Éditions du CNRS, 592 p.
- KAYSER, B. (1990) – *La renaissance rurale : sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, France, A. Colin, 316 p.
- KOVÁCH, I. & KUČEROVA, E. (2009) – “The Social Context of Project Proliferation— The Rise of a Project Class.” *Journal of Environmental Policy & Planning*, vol. 11, n° 3, pp. 203-221.
- LAFOND, de, V. & MATHIEU, N. (2003) – « Jeunes ruraux en difficulté et interventions pour l'insertion: Incidence et prise en compte des spécificités liées aux contextes territoriaux », in : *Jeunes ruraux en difficulté et interventions pour l'insertion: Incidence et prise en compte des spécificités liées aux contextes territoriaux*, n° 134, p. 31-47.
- LAFOND, de V., ROBERT-BOEUF, C. & MATHIEU, N. (2021) – *Renewal of the local development policy: personal networking and inter-knowledge*, rapport de recherche, Ladyss UMR CNRS 7533.
- MATHEVET, R., THOMPSON, J., DELANOË, O., CHEYLAN, M., GIL-FOURRIER, C. & BONNIN, M. (2010) – « La solidarité écologique : un nouveau concept pour une gestion intégrée des parcs nationaux et des territoires », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 18, n° 4, p. 424-433, <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2010-4-page-424.htm>.
- MATHIEU, N. & DUBOSCQ, P. (dir.) (1985) – *Voyage en France par les pays de faible densité*, Toulouse, Ed. du CNRS, 179 p.
- MATHIEU, N. (1989) – « Solidarité, identité, innovation, les tensions fondatrices de la société méjanaise » in *Annales du Parc National des Cévennes*, 4, pp. 229-261.
- MATHIEU, N. (1993) – « L'insertion d'une géographe rurale dans une problématique interdisciplinaire sur la gestion écologique d'un milieu », in : *Géographies et campagnes, Mélanges Jacqueline BONNAMOUR*, Fontenay-aux-Roses, Publications de l'ENS de Fontenay/Saint-Cloud (ouvrage hors collection des *Cahiers de Fontenay*), pp. 231-240.
- MATHIEU, N. (1995) – « Les nouveaux enjeux d'appropriation et d'usages des causses : que dire depuis le causse Méjan ? », in *Grands Causses, nouveaux enjeux, nouveaux regards*, sous la responsabilité scientifique de J.L.Bonniol et A. Saussol, Millau, Fédération pour la Vie et la Sauvegarde du Pays des Grands Causses, Presses de Causses Cévennes, pp. 357-367.

- MATHIEU, N. (1996) – « Rural et urbain : unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter », in M. Jollivet & N. Eizner (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de Sciences Po, pp. 187-216.
- MATHIEU, N. & ROBERT, M. (1998) – *Pourquoi un observatoire des rapports urbain rural ?*, Observatoire des rapports urbain-rural, n°1, 4p.
- MATHIEU, N., LAFOND de, V. & GANA, A. (2006) – *Towards New Responsible Rural/Urban Relationships. A Sustainable Territories-oriented Comparative Analysis*. University of Paris X, UMR LADYSS, Paris, 2006, 80 p.
- MATHIEU, N. (2009) – « Les enjeux du développement rural pour une société durable », in *Les grands Causses, terre d'expériences, Parc national des Cévennes*, Ed. Les Cévennes, Parc National, pp. 342-350
- MATHIEU, N., (2017) – *Les relations villes/campagnes. Histoire d'une question politique et scientifique*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques sociales », 240 p.
- MATHIEU, N. & MADELINE, P. (2020) – *Études Normandes, Des gens et des lieux*, n°15.
- MATHIEU, N. (2021) – « Training in “nature professions”: a driving force for the rural regeneration of “Pays Coutançais” », rapport de recherche, Ladyss UMR CNRS 7533.
- ROBERT-BOEUF, C. (2019) – *Les jardins collectifs : entre urbanisation de la campagne et agrarisation de la ville : mise en regard de l'Île-de-France et de Kazan*, thèse de doctorat soutenue à l'Université Paris Nanterre et dirigée par Monique Poulot.
- ROBERT-BOEUF, C. (2020) – « Datchas urbaines et monde rural », in : *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 4, n° 4, p. 187-214, <https://www.cairn.info/revue-d-etudes-comparatives-est-ouest-2020-4-page-187.htm>.
- ROBERT-BOEUF, C. (2021) – « Métropolisation, inégalités sociales et modes d'habiter : trajectoire d'une ville millionnaire russe vue par ses dačniki. », *EchoGéo*, n° 56, <https://journals.openedition.org/echogeo/21830>
- ROBERT-BOEUF, C., MATHIEU, N., de LAFOND, V., MARTIN-PREVEL, A. & ROCHETTE, T. (2020) – « Analysis of rural newcomers, new entrants into farming and successors based on published analysis - French Report », rapport de recherche, Ladyss UMR CNRS 7533.